

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

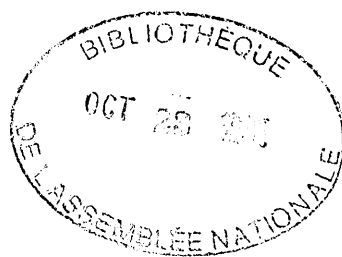
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 161

Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques

Présentation

**Présenté par
M. André Vallerand
Ministre du Tourisme**



**Éditeur officiel du Québec
1991**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les établissements touristiques afin notamment de porter la période de validité d'un permis de douze à vingt-quatre mois et de permettre que les droits conférés par un permis puissent être transportés à une autre personne.

Ce projet de loi introduit également des modifications au pouvoir réglementaire du gouvernement à l'égard de la tarification des permis et des frais exigibles, des réservations dans les établissements touristiques et des normes particulières applicables à certains établissements, dont les bureaux d'information touristique.

Enfin, ce projet de loi ajuste le montant des amendes pour les infractions prévues à la loi.

Projet de loi 161

Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 3 de la Loi sur les établissements touristiques (1987, chapitre 12) est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: « , sauf dans la mesure prévue par règlement du gouvernement ».

2. L'article 6 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « renouvellement », de ce qui suit: « ou le transport des droits conférés par un permis ».

3. L'article 7 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « permis », de ce qui suit: « ou le transport des droits conférés par un permis ».

4. L'article 8 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « permis », de ce qui suit: « ou transporte les droits conférés par un permis »;

2° par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « droits », de ce qui suit: « et les frais ».

5. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « douze » par « 24 ».

6. L'article 10 de cette loi est abrogé.

7. L'article 11 de cette loi, modifié par l'article 942 du chapitre 4 des lois de 1990, est remplacé par les suivants:

« **11.** Le ministre peut refuser de délivrer un permis ou de transporter les droits conférés par un permis dans les cas suivants :

1° le requérant ne remplit pas les conditions prescrites par la présente loi et les règlements ;

2° le requérant a, au cours des trois dernières années, été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, à la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3), à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), à la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1), à la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) ou à la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30), à moins qu'il n'en ait obtenu le pardon.

« **11.1** Le ministre peut refuser de renouveler un permis, suspendre ou annuler un permis dans les cas suivants :

1° le titulaire ne remplit plus les conditions prescrites par la présente loi et les règlements ;

2° le titulaire est, au cours de la durée du permis, déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, à la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3), à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), à la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1), à la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) ou à la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30), à moins qu'il n'en ait obtenu le pardon. ».

8. L'article 12 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « permis », de ce qui suit : « ou de refuser de transporter les droits conférés par un permis ».

9. L'article 15 de cette loi, modifié par l'article 66 du chapitre 21 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant :

« 3° celui dont la demande de transport des droits conférés par un permis est refusée. ».

10. L'article 36 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 2° du premier alinéa, de ce qui suit : « et déterminer dans quelle mesure la présente loi ne lie pas le gouvernement, ses ministères et ses organismes » ;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 4° du premier alinéa, de ce qui suit: «ou le transport des droits conférés par un permis»;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 5° du premier alinéa et après le mot «permis», de ce qui suit: «ou le transport des droits conférés par un permis»;

4° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 6° du premier alinéa et après les mots «renouvellement de permis», de ce qui suit: «ou le transport des droits conférés par un permis»;

5° par le remplacement du paragraphe 8° du premier alinéa par les suivants:

«8° déterminer la forme et la teneur d'un permis ainsi que les cas où un permis peut être délivré pour une période de moins de 24 mois;

«8.1° déterminer les droits exigibles pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis en fonction des catégories et sous-catégories d'établissements touristiques, du nombre d'unités d'hébergement ou de sites pour camper et de la durée de la période de validité d'un permis;

«8.2° déterminer des frais, non remboursables, exigibles pour la classification d'un établissement touristique, pour l'étude d'une demande de permis, pour le transport des droits conférés par un permis, pour la fourniture et le remplacement du matériel nécessaire à l'affichage de la classification d'un établissement touristique et des prix de location des unités d'hébergement ou des sites pour camper ainsi que des frais exigibles relativement à un chèque sans provisions suffisantes ou qui est retourné par une institution financière pour tout autre motif;»;

6° par le remplacement du paragraphe 13° du premier alinéa par les suivants:

«13° déterminer, en fonction des catégories et sous-catégories d'établissements touristiques, des normes sur les réservations des unités d'hébergement ou des sites pour camper et les acomptes ou les garanties qui peuvent être exigés des clients, les droits et les obligations qui découlent de ces réservations et les conditions auxquelles l'exploitant d'un établissement peut retenir ces acomptes ou ces garanties et les normes qui s'appliquent lorsqu'un client quitte un établissement en cours de séjour;

«13.1° pour la catégorie et les sous-catégories de bureaux d'information touristique, délimiter des régions ou des zones

touristiques et établir des normes permettant de déterminer le nombre maximum de permis qui peuvent y être délivrés et des normes d'exploitation de ces bureaux;».

11. L'article 37 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 5°, de « 10, ».

12. L'article 38 de cette loi, remplacé par l'article 943 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des montants « 500 \$ » et « 2000 \$ » par, respectivement, les montants « 625 \$ » et « 2450 \$ »;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne, des montants « 2000 \$ » et « 4000 \$ » par, respectivement, les montants « 2450 \$ » et « 4875 \$ ».

13. L'article 39 de cette loi, modifié par l'article 944 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des montants « 200 \$ » et « 500 \$ » par, respectivement, les montants « 250 \$ » et « 625 \$ ».

14. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.